



## COMMUNIQUE DE PRESSE.

1. Après l'enterrement pur et simple de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi ainsi que celui de la Constitution de 2005 par le référendum farfelu du 17 Mai 2018 organisé par Monsieur Pierre Nkurunziza, le Directoire du CNARED-GIRITEKA s'est réuni en une session extraordinaire du 25 au 27 Mai 2018 pour redéfinir des stratégies en vue de faire face à ce terrible coup de force.
2. Le CNARED-GIRITEKA condamne une fois de plus ce référendum illégal qui vient d'enterrer la démocratie et les pourparlers inter-burundais initiés par la Communauté Est Africaine ouvrant de ce fait un grand boulevard pour une possible guerre civile.
3. La nouvelle Constitution de Monsieur Pierre Nkurunziza qui abolit en effet les piliers de la démocratie et de la réconciliation nationale au Burundi, et est de ce fait une déclaration de guerre contre le peuple burundais tout entier, mais particulièrement contre les minorités politiques et ethniques.
4. En conséquence le Directoire du CNARED-GIRITEKA vient d'adopter des voies et moyens en vue de la restauration de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi et la Constitution de 2005.
5. Pour ce faire, le Directoire a analysé les textes de refondation du CNARED-GIRITEKA pour que des organes adaptés à la nouvelle situation soient mis en place dans un mois. A ce titre, les organes dirigeants du CNARED-GIRITEKA auront désormais un mandat de trois ans renouvelables.
6. Par ailleurs la dénomination de la plate-forme passe du « Conseil pour le Respect de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi, de la Constitution et de l'Etat de Droit » à celle de « Conseil pour la Restauration de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi, de la Constitution de 2005 et de l'Etat de Droit », CNARED-GIRITEKA, en sigle.
7. Dans cette dynamique de refondation, le CNARED-GIRITEKA lance un appel pressant à la communauté internationale, spécialement aux garants de l'Accord d'Arusha afin qu'elle enclenche, elle aussi, une nouvelle dynamique de pressions et de sanctions drastiques contre la dictature de Monsieur Pierre Nkurunziza qui vient d'enterrer l'Accord d'Arusha qui, pour les burundais, était synonyme d'un pacte de cohabitation harmonieuse et pacifique entre les différentes composantes de la population burundaise.

Fait à Bruxelles, le 27 Mai 2018

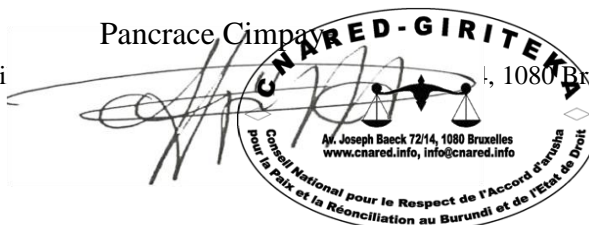
Pour le CNARED-GIRITEKA,

Panrace Cimpaye

[www.cnared.info](http://www.cnared.info), e-mai

l, 1080 Bruxelles.

1



Porte-Parole